# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 22 OCTOBRE 1884. 58ème Année

Dufour, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La s Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS

MERCREDI 22 OCTOBRE 1884

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

| | |
|---|---|
| Un an | $12 00 |
| Six mois | 6 00 |
| Trois mois | 3 00 |
| Un mois | 1 00 |

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

| | |
|---|---|
| Un an | $2 00 |

Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

| | |
|---|---|
| Un an | $2 00 |
| Six mois | 1 50 |
| Quatre mois | 1 00 |
| Trois mois | 75 |

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.


VENTES DE CE JOUR.

Par Spear & Escoffier, au magasin de M. Bralsteur, meubles et installations de bureau, etc.

## Les accessoires de l'Exposition de la Nouvelle-Orléans.

Les Expositions sont comme les jolies femmes ; leurs caprices sont la loi suprême ; pour elles, les accessoires passent avant le principal, et le superflu devient le nécessaire, l'indispensable.

Elles s'intitulent toutes industrielles, et aucune d'elles ne réussit, si l'art n'y tient pas une grande, une très-grande place. Ces prétentions, de leur part, sont-elles exagérées ou déplacées ? Nous ne le croyons pas. Rien, en ce monde, n'est utile que ce qui est, en même temps, agréable. Le confort, avec ses allures bourgeoises, n'est qu'une forme du beau, et le luxe n'est autre chose que la plus haute expression du confort. Notre goût peut être plus ou moins épuré, mais nous en avons tous un dont la satisfaction est pour nous une nécessité absolue. Ce goût, ce besoin du beau, que chacun ressent ou entend à sa façon, suivant l'éducation qu'il a reçue ou le milieu dans lequel il a vécu, nous le portons partout, nous cherchons à le contenter en tout, dans l'ornementation de nos maisons, dans nos ameublements, sur nos tables et surtout dans nos habillements—de telle sorte, que l'amour du beau, de l'agréable domine de toute notre vie, et c'est à leur recherche que nous épuisons nos forces.

Les Expositions ont donc raison d'appeler l'art et les plaisirs à leur secours ; elles savent bien que, sans cette aide, elles échoueraient misérablement.

La nôtre, autant que toutes celles qui l'ont précédée, en Europe et en Amérique, est obligée de remplir ces conditions, source de succès. Il lui faut donc, avant tout, sacrifier à l'art, au confort, au plaisir. En ce qui concerne les édifices qui ornent notre Parc et composent notre Exposition proprement dite. La question est résolue ; on ne pouvait mieux faire, et il est impossible de désirer davantage. Les dessins sont supérieurs à ceux que nous avons vus jusqu'aujourd'hui, de ce côté de l'Atlantique ; et, si l'œuvre avait un défaut, ce serait d'être trop grandiose. L'aspect des deux vastes édifices principaux fait rêver ; on se prend à douter de la possibilité de remplir ces immenses espaces de produits industriels.

Quant à l'exhibition des œuvres d'art, nous avons entendu, nous entendons encore se manifester des inexactitudes. Nous ne les comprenons pas.

Voyez l'Exposition de St-Louis. Si nous en croyons les rapports qui nous en arrivent, il y a là une très belle collection de peintures, des toiles de maîtres célèbres, et nous y voyons figurer les noms les plus renommés de l'école française. Si ces chefs-d'œuvre ont traversé l'Atlantique et sont allés jusqu'à St Louis, pourquoi donc, eux et d'autres encore, n'arriveraient-ils pas jusqu'à nous ? Notre exhibition a des proportions bien autrement vastes et fait bien autrement parler d'elle que celle de St Louis.

Mais c'est surtout du côté de la ville qu'il nous faut porter nos regards.

Les Expositions sont un peu comme ces théâtres, où les entr'actes ont souvent, pour une bonne partie des auditoires, autant d'attraits que les pièces elles-mêmes. Que de personnes du monde y vont comme à un rendez-vous, pour s'y rencontrer, s'y divertir ou s'y faire admirer ! Que d'amateurs pour qui le véritable spectacle est dans la salle !

Il en est de même de la Nouvelle-Orléans, où vont se dépenser tous les loisirs des voyageurs entre les visites faites au parc. Trouveront-ils, chez nous, tout le confortable, toutes les distractions, tous les plaisirs auxquels ils ont le droit de s'attendre ?

C'est avec bonheur que nous voyons s'ouvrir, dans le deuxième district, cette année, les deux plus beaux établissements de la ville—le grand opéra français, avec une troupe lyrique complète et renfermant, dans tous les genres, des sujets de premier ordre ; puis l'Hôtel, sinon le plus grand, au moins le mieux décoré, le plus richement aménagé et meublé qu'il y ait aux Etats-Unis. C'est une véritable gloire pour notre district que la résurrection de cet hôtel dans d'aussi magnifiques conditions, et il porte bien le titre d'Hôtel Royal, qu'on vient de lui donner, car il y règne, dans certaines parties, une splendeur royale.

Mais l'ouverture de ces deux magnifiques établissements, voisins l'un de l'autre, crée, pour leurs alentours, de nouveaux devoirs. Tous les étrangers opulents voudront habiter l'Hôtel Royal ; là seulement ils trouveront un luxe de bon aloi et des appartements véritablement princiers.

Les amateurs de musique—et nos hôtes le seront presque tous—voudront aussi fréquenter l'Opéra. Rien de curieux pour l'étranger comme de voir reproduire les chefs-d'œuvre du grand répertoire à 2,500 lieues des capitales où ils ont été créés.

Si tous nos hôtes, en se rendant, le jour, soit à l'Hôtel, soit à l'Opéra, ne peuvent s'avancer entre deux rangées d'opulentes résidences ou de magasins éblouissants de luxe, qu'au moins ils ne soient pas obligés, la nuit, de s'y traîner, à tâtons, dans l'ombre, et dominés par la crainte qui possède toujours l'étranger, en pareil cas, de tomber, à chaque instant, dans un trou béant ou dans un coupe-gorge.

Il est de toute nécessité, qu'à partir du premier décembre, sinon plus tôt, les trois rues Royale, Bourbon et Chartres soient brillamment illuminées à la lumière électrique. Deux de ces voies publiques ont déjà pris les devants ; l'une, depuis deux ans, l'autre, l'an passé. Pourquoi la troisième, la rue Bourbon, ne suivrait-elle pas leur exemple ?

Passons au chapitre des fêtes publiques. Il y a quelques jours, une circulaire, signée des premiers négociants de cette ville, paraissait dans les journaux ; elle demandait aux Associations secrètes, qui se sont chargées, depuis tant d'années, d'égayer notre carnaval, de ne pas concentrer leurs magnifiques processions, diurnes ou nocturnes, dans une seule semaine ; de les espacer, depuis le mois de janvier jusque vers l'époque de la clôture de l'Exposition, et de les reproduire ensuite, dans une semaine, qui serait tout entière consacrée aux fêtes publiques. L'idée est fort heureuse ; on devrait s'empresser de la mettre à exécution. Ces processions sont célèbres aux Etats-Unis ; elles attirent toujours une cinquantaine de mille personnes. Cette année, réunies dans la semaine du Mardi Gras, elles produiraient, à cause de l'Exposition, un encombrement déplorable qui ferait vite fuir l'étranger. On éviterait ces inconvénients, en les distribuant de la façon suivante : une dans le courant de janvier, une le jour du Mardi-Gras, une le jour de la St-Joseph ; puis, on les répéterait, huit ou quinze jours avant la clôture de notre Exposition. On conserverait ainsi, constamment, parmi nous, durant cinq ou six mois, une foule de cinquante à quatre vingt mille personnes qui entretiendraient, dans nos rues et dans nos établissements publics, le mouvement et la vie, et surtout la circulation de l'argent, but qu'il ne faut jamais perdre de vue, en semblable circonstance.

Enfin, il doit y avoir, pendant cette brillante période, qui commence avec le mois de décembre et finit avec celui de mai, une grande Convention de l'industrie cotonnière. L'idée appartient à M. Morehead, du cerveau, duquel on le sait, est sorti ce projet d'Exposition de la Nouvelle-Orléans, qui a fait, depuis, un si beau chemin dans les esprits—autre attrait tout-puissant, appelé, peut-être, à réunir dans notre métropole tous les planteurs du Sud et une bonne partie des grands industriels des deux mondes. Il ne faut rien épargner pour aider l'homme, à qui nous sommes redevables d'un si grand service, à donner le plus d'éclat possible au solennel rendez-vous.

Toutes ces choses-là ne sont que des accessoires de l'Exposition, cela est vrai, mais n'oublions pas qu'elles y prendront la place principale, et que c'est de l'adresse, de l'habileté, avec laquelle nos fêtes seront dirigées et échelonnées durant ce jubilé de l'industrie, que dépend le succès de l'entreprise.

A. Willos, courtier d'actions, de billets et de bons a transféré son bureau au coin des rues Baronne et Gravier.

☞ Lisez, démocrates, lisez.—Nous appelons l'attention sur l'offre libérale faite par cet excellent journal démocratique, THE NATIONAL DEMOCRAT, publié à Washington, D. C. Ou fera bien d'en profiter. Tous les bons démocrates sont appelés à aider à la circulation du journal susmentionné. On désire un correspondant ici. Voir l'annonce.

### La Chambre de Commerce du Hâvre :

Nous lisons, dans la *République Française*, du 8 octobre :

Nous avons sous les yeux le compte rendu des travaux de la chambre de commerce du Havre pour 1883 : il offre un grand intérêt.

C'est tout d'abord de l'instruction commerciale qu'il s'occupe. L'Ecole supérieure de commerce du Hâvre—une des rares écoles de cette nature que possède la France—a été créée par l'industrie privée en 1871 ; au milieu de l'effondrement général, ses fondateurs n'ont point douté de l'avenir. La chambre voudrait que l'Ecole supérieure eût l'autorisation de délivrer des diplômes donnant droit à concourir pour les emplois de consuls. Cela se fait en Belgique et en Italie. Les élèves diplômés devraient avoir droit à des bourses de voyage, comme cela se fait en Allemagne. A ces vœux formulés au cours d'une enquête ouverte par le ministère du commerce se joint celui de la création d'une école technique pour former des chauffeurs-mécaniciens dont le rôle est de plus en plus considérable sur les steamers.

Au point de vue de l'organisation des chambres de commerce à l'étranger, on retrouve les idées à la fois progressives et modérées qui caractérisent tout le travail que nous analysons. Ces chambres auraient point de caractère officiel ; produits spontanés des besoins de groupes locaux, elles n'auraient avec le consul que des rapports moraux ; elles pourraient servir de tribunal arbitral. Nulle dépense figurant au budget de la mère patrie, nulle constitution de chambre, si le groupe ne présente une certaine importance.

A propos de l'organisation de notre colonie du Tonkin, une lettre a été adressée au ministre de la marine et des colonies pour lui faire remarquer que s'il est utile d'envoyer dans les colonies des soldats et des fonctionnaires pour y faire régner l'ordre, ces éléments ne suffisent pas pour créer la prospérité. Il faut pourvoir à l'organisation du travail et des échanges. Les chambres et les privilèges aux élèves diplômés seraient de puissants moyens pour atteindre ce but. Une enquête a été faite sur la création de musées commerciaux. Il faudrait d'abord débuter par un musée central à Paris ; on y puiserait des éléments pour les musées particuliers, qui, ainsi que les écoles, doivent avoir un caractère spécial suivant les régions. Nous pouvons encore citer des vœux relatifs à la réforme des droits de statistique considérée depuis leur origine comme un obstacle à la circulation internationale et des vœux relatifs à l'interdiction de l'entrée des viandes américaines qu'il est urgent de faire disparaître.

Telles sont les opinions que la chambre de commerce du Havre a développées, l'année dernière, sur les questions d'intérêt général. Les questions locales abondent dans cette ville maritime qui est le port de Paris, et que la situation actuelle des voies ferrées relègue dans une sorte de cul-de-sac. Cela va finir ; mais la chambre de commerce, penchant toujours du côté des idées libérales, aurait souhaité pour le Hâvre le bénéfice de la concurrence de Compagnies diverses. Le régime actuel des chemins de fer ne le permet pas.

Nous trouvons trace, dans le compte rendu pour 1883, de la lutte entre les deux grandes places du Hâvre et de Rouen. Une série de démissions suivie de réélection des démissionnaires a prouvé qu'elle n'a rien perdu de son intensité. Cette question a été plusieurs fois terminée ; il n'a'gît, avons-nous dit, non d'un intérêt havrais, mais d'un intérêt national.

Le compte rendu se termine par des tableaux statistiques qui fourmillent des chiffres intéressants. En 1874, le tonnage total du port était, entrées et sorties réunies, de 3,438,402 tonneaux ; dix ans après, en 1883, on trouve 4,669 864 ; c'est une augmentation de plus du quart. Le tonnage français s'est élevé, dans le même temps, de 590,940 tonneaux à 1,306,509, augmentation supérieure à celle du tonnage étranger. Quel a été le résultat des primes à la marine marchande, dont l'application ne date réellement que de 1882 ? La proportion du tonnage français, dans le mouvement total du long cours du port du Havre a été, en 1881, de 23 pour 100 ; en 1882, de 42 ; en 1883, de 51. Le progrès, comme on le voit, a été rapide. Donnons, en finissant, un dernier renseignement. Les voiliers disparaissent devant les navires à vapeur, les transactions commerciales exigeant avant tout la rapidité. En dix ans, le tonnage des navires à voiles, entrées et sorties réunies, est descendu de 1,405,698 à 1,097,910, et celui des navires à vapeur s'est élevé de 2,031,703 à 3,571,-954.

Tels sont les faits les plus intéressants contenus dans le compte rendu des travaux de la chambre du Havre en 1883. Un ne saurait trop s'occuper de ces grandes places maritimes, Havre, Marseille, Bordeaux, Dunkerque. Ce sont les traits d'union entre la France et les continents lointains, entre la mère patrie et ces groupes de Français essaimés au loin, dont on fait sagement de grossir le nombre et de préparer l'avenir.

## LOUISIANE.

Le *Lake Charles Commercial*, paroisse Calcasieu, du 18 octobre :

La Compagnie "North American Land and Lumber" a maintenant trois puissants bateaux dragueurs occupés à gagner de vastes terrains sur le Lac Calcasieu ; les travaux avancent rapidement. Plusieurs milliers d'acres ont déjà été arrachés aux eaux du Lac et protégés par des levées. On y pourra, au printemps prochain, semer du riz, et en tirer une énorme récolte. Tout indique que cette grande entreprise qui a pour but de rendre à la culture un million d'acres, envahis par les marécages, obtiendra un succès complet.

Le mois de juin, cette année, a été d'une chaleur étouffante ; en Juillet, le thermomètre est resté presque tout le temps à 90 degrés. Août a été intolérable ; Septembre a été pire encore, s'il était possible ; et maintenant voici Octobre, avec les ardeurs d'un soleil qui ne nous laisse pas un moment de répit. C'est à nous faire regretter de ne pas vivre sous le climat d'Halifax ; au moins, nous pourrions respirer à notre aise.

—En dépit des chaleurs, de la sécheresse, de la pauvreté des récoltes, nos négociants sont pleins d'activité, et leurs magasins regorgent de marchandises, d'articles d'automne.

*L'Advertiser*, paroisse Lafayette, du 18 octobre :

L'arpentage pour le chemin de fer Louisiane Central est terminé. Les ingénieurs sont en ce moment occupés à déterminer le tracé jusqu'à Baton Rouge. Les travaux avancent depuis quelque temps, très-vite. Ceux de la Nouvelle-Orléans arrivent ici en six heures et quinze minutes, en comptant la traversée de la Nouvelle-Orléans à Algar, et trente-cinq temps d'arrêt, qui prennent en tout deux heures et dix minutes. Le chemin se fait donc en quatre heures cinq minutes, soit trente-six milles à l'heure. Les trains qui vont à Houston font quarante-cinq, milles dans le même temps.

—Cinquante specimens de bois divers de notre paroisse, seront envoyés à l'Exposition de la Nouvelle-Orléans.

—Décédée, dans cette paroisse, à l'âge de 26 ans, Mme Léopold Gaidry, née Lucie Otto.

*L'Opelousas Courier*, paroisse St-Landry, du 18 octobre :

La semaine passée a été claire et sèche, avec de fraîches matinées et de grandes chaleurs vers midi. Le vent, soufflant continuellement du nord, a desséché rapidement la végétation et l'eau devient de plus en plus rare. La canne poussa arrêtée partout, et les fours sont brûlés. Si la gelée vient avant la pluie, presque tout notre bétail périra.

—Décédée, à Grand Côteau, à l'âge de 57 ans, Mme Ozesia Petetin, née Guilbeau, veuve d'Eugène Petetin.

Décédée, à Opelousas, à l'âge de 28 ans, Mme Anenette Spooner, née Hollier.

Le *Herald*, Hahnville, paroisse St.-Charles, du 18 octobre :

—Il y a beaucoup de fièvres dans notre section.

—Nous avons eu du froid, cette semaine, et le thermomètre, qui était à 99, est tombé à 68. Ce changement de température poussera nos planteurs à commencer la roulaison.

—On a commencé la coupe des cannes, dans le courant de la semaine, sur les habitations "Edme" et "Ashton."

Le *Courrier*, Houma, paroisse Terrebonne, du 18 octobre :

Plusieurs planteurs, parmi lesquels nous citerons MM. H. C. Minor, W. A. Shaffer et T. F. Brooks, ont commencé la roulaison, cette semaine. On dit que le rendement est bon.

Le *Fermier Louisianais*, Nile-Ibérie, paroisse Ibérie, du 18 octobre :

Nous lisons, dans l'un de nos échanges, qu'une balle de coton "Allen," une nouvelle, variété dont la soie est de beaucoup plus longue que celle de coton ordinaire, s'est vendue à 14 sous la livre. Comparé à notre produit, ce coton rapporte de 100 à 150 livres (net) de plus par arpent, et commande un prix exceptionnel sur le marché, car il est, à peu de chose près, égal au fameux "Sea Island." Il demande à être passé dans un moulin de premier ordre, afin de ne pas détruire ses qualités, qui sont, ainsi qu'il est dit plus haut, finesse et longueur de soie, mais à cela près, sa culture est identiquement la même.

—Jeudi dernier, 16 du courant, a eu lieu à Charenton, le mariage de M. Robert Guillotte, avec Mlle Eveline Prâhan. Nous prions les nouveaux époux d'agréer tous nos bons souhaits pour leur bonheur et une constante prospérité.

—Dimanche dernier, 12 du courant, est décédée, à l'âge de 24 ans, Maria Fontelieu, épouse de M. J. M. Senac. Ses funérailles ont eu lieu le jour suivant ; un grand nombre de personnes blanches et de couleur y ont assisté et rendu un témoignage d'estime à sa mémoire.

Le *Sentinelle*, Thibodaux, paroisse Lafourche, du 18 octobre :

L'eau du bayou, qui était restée au niveau le plus bas, a monté pendant la semaine dernière de deux pieds ; depuis lors, elle est restée stationnaire.

—Les travaux de roulaison ont commencé, jeudi dernier, sur l'habitation Waverly, propriété de MM. Howell et Robichaux. Plusieurs autres planteurs se préparent pour commencer la semaine prochaine. La majorité d'entr'eux seront obligés de charroyer de l'eau ou d'établir des pompes sur les rives du bayou.

—Le Dr Fulton Rogers, de Thibodaux, a été marié, mercredi dernier, à Mlle Fannie M. Webster, fille de Nathan Webster, de Napoléonville.

Jeudi dernier, 16 octobre, M. Frank Hoffman, Jr., a été marié à Mlle Angustine M. Phillippeau, tous deux de cette ville. La cérémonie nuptiale a eu lieu à l'église catholique St-Joseph, en présence de nombreux invités.

Nous souhaitons aux nouveaux mariés toutes les prospérités et tout le bonheur désirables.

Le *Bulletin*, Marksville, paroisse Avoyelles, du 18 octobre :

Il règne, dans notre communauté, plus de maladies qu'il n'y en a eu depuis nombre d'années. Elle est heureuse la famille dont un des membres n'est pas atteint par une fièvre. On n'a jamais rien vu de semblable ici. Les fièvres, heureusement, cèdent facilement au traitement.

Le *Banner*, paroisse Pointe Coupée, du 18 octobre :

La poussière est devenue très épaisse dans nos rues et les wagons qui transportent le coton, la maintiennent constamment dans l'air.

Toute la semaine qui vient de s'écouler, les journées ont été chaudes, les nuits fraîches, les matinées brumeuses et la rosée très-abondante.

Un pareil temps est favorable à la canne et au coton. La première a continué à pousser convenablement ; elle sera arrivée à maturité, au moment voulu. Quant au second il s'est ouvert rapidement et la cueillette n'a pas été retardée.

Les travaux de la levée Waterloo marchent bien. Plus de soixante instruments fonctionnent pour tasser le terrain ; il en faudrait peut-être davantage, mais les attelages manquent.

On peut affirmer, dès à présent, que nous aurons une demi-récolte de coton. Pourtant, vu la saison favorable au milieu de laquelle a eu lieu le ramassage, le rendement sera peut être-plus abondant et arrivera probablement à 15,000 balles.

Le *Sentinelle*, Thibodaux, paroisse Lafourche, du 18 octobre :

L'eau du bayou, qui était restée au niveau le plus bas, a monté pendant la semaine dernière de deux pieds ; depuis lors, elle est restée stationnaire.

—Les travaux de roulaison ont commencé, jeudi dernier, sur l'habitation Waverly, propriété de MM. Howell et Robichaux. Plusieurs autres planteurs se préparent pour commencer la semaine prochaine. La majorité d'entr'eux seront obligés de charroyer de l'eau ou d'établir des pompes sur les rives du bayou.

—Le Dr Fulton Rogers, de Thibodaux, a été marié, mercredi dernier, à Mlle Fannie M. Webster, fille de Nathan Webster, de Napoléonville.

Jeudi dernier, 16 octobre, M. Frank Hoffman, Jr., a été marié à Mlle Augustine M. Phillippeau, tous deux de cette ville. La cérémonie nuptiale a eu lieu à l'église catholique St-Joseph, en présence de nombreux invités.

Nous souhaitons aux nouveaux mariés toutes les prospérités et tout le bonheur désirables.

Le *Bulletin*, Marksville, paroisse Avoyelles, du 18 octobre :

Il règne, dans notre communauté, plus de maladies qu'il n'y en a eu depuis nombre d'années. Elle est heureuse la famille dont un des membres n'est pas atteint par une fièvre. On n'a jamais rien vu de semblable ici. Les fièvres, heureusement, cèdent facilement au traitement.

Le *Banner*, paroisse Pointe Coupée, du 18 octobre :

La poussière est devenue très épaisse dans nos rues et les wagons qui transportent le coton, la maintiennent constamment dans l'air.

Toute la semaine qui vient de s'écouler, les journées ont été chaudes, les nuits fraîches, les matinées brumeuses et la rosée très-abondante.

Un pareil temps est favorable à la canne et au coton. La première a continué à pousser convenablement ; elle sera arrivée à maturité, au moment voulu. Quant au second il s'est ouvert rapidement et la cueillette n'a pas été retardée.

Les travaux de la levée Waterloo marchent bien. Plus de soixante instruments fonctionnent pour tasser le terrain ; il en faudrait peut-être davantage, mais les attelages manquent.

On peut affirmer, dès à présent, que nous aurons une demi-récolte de coton. Pourtant, vu la saison favorable au milieu de laquelle a eu lieu le ramassage, le rendement sera peut être-plus abondant et arrivera probablement à 15,000 balles.

### Un projet de revision constitutionnelle en France.

M. Dauphin, rapporteur au Sénat et au Congrès du projet de revision constitutionnelle, vient d'adresser à ses collègues une lettre-circulaire au sujet du projet de réforme électorale du Sénat.

Le *Petit Nord*, qui a pu se procurer ce document, le reproduit parce qu'il donnera lieu, croit-il, à de vives et à de nombreuses controverses.

Voici cette lettre :

Mon cher collègue,

Le projet de réforme électorale du Sénat, présenté par le gouvernement, est fondé sur une idée unique : Remplacer dans la nomination des délégués la principe de l'unité par celui de la proportion au nombre des habitans.

Publié avant la réunion du Congrès, et par conséquent déposé ensuite tel qu'il avait été d'abord publié, il ne me paraît pas répondre aux nécessités que les délibérations du Congrès ont révélées.

C'est, en effet, la nature même du mode électoral du Sénat qui a été attaquée et, si la majorité a écarté la proposition de lui appliquer le principe du suffrage universel, il a été évident qu'elle ne s'y est résignée que par respect pour le contrat de la revision limitée.

Je pense, après mûres réflexions, qu'il y a grand intérêt à faire aujourd'hui par l'initiative du Sénat, cette application, dans la mesure où la nécessité d'une origine différente pour les deux Assemblés permet de la réaliser, et, puisque le vœu du suffrage universel direct avec catégories d'éligibles, voté en 1871, par un grand nombre de nos collègues, ne saurait être aujourd'hui accepté, je propose de prendre pour base de la nouvelle loi électorale le suffrage universel à deux degrés, sans l'intermédiaire des Conseils municipaux.

Le premier degré conserverait le caractère communal auquel nos habitans des campagnes sont très attachés. Mais les délégués seraient élus directement par les électeurs.

Les avantages de cette modification seraient :

1° De restituer aux électeurs un droit qu'ils tiennent à exercer vis-à-vis des deux élémens du pouvoir législatif ;

2° D'assurer au Sénat un accroissement d'autorité dans l'œuvre législative et de droit à la confiance du pays ;

3° D'enlever aux élections municipales le caractère double et confus dont peuvent souffrir tour à tour les intérêts politiques et ceux de la commune ;

4° De sauver la volonté du suffrage universel au jour où viennent de s'accomplir les événemens qui la doivent déterminer et de donner aux élections sénatoriales un effet politique qu'elles ne peuvent trouver dans la nomination des délégués par des corps permanens et anciennement élus ;

5° De permettre d'augmenter plus largement le nombre des délégués et, par suite, obtenir une proportionnalité plus sérieuse, le nombre des délégués à élire n'étant plus limité par le nombre des conseillers municipaux électeurs.

Dans ce dernier ordre d'idées, je propose de conserver 1 délégué à chaque commune, d'en donner 2 à celles de 500 à 3,000 habitans, c'est à dire aux communes rurales importantes ; 3 à celles de 3,000 à 10,000, qui contiennent à la plus grande quantité des chefs-lieux d'arrondissement, 4 de 10 000 à 20,000 et, à partir de ces 20,000, augmenter de 4 délégués par chaque augmentation de 20,000 habitans. Je ne fais pas de distinction pour les grandes villes comme Rouen, Lille, Marseille, Lyon, qui auront 24, 28, 64 et 68 délégués, ni pour Paris, dont la population de 2 millions comporte bien 400 délégués.

Le nombre des délégués adopté par ma proposition n'est pas assez élevé pour empêcher que le collège se réunisse au chef-lieu du département, chose importante à conserver. Les augmentations les plus considérables sont pour les chefs-lieux eux-mêmes, dont les délégués n'ont pas à se déplacer et ne reçoivent pas d'indemnité.

Ma conviction est, mon cher collègue, que cette réforme électorale est nécessaire. Elle produirait entre la Chambre des Députés et le Sénat une communion d'idées qui est indispensable, et, si on s'en tient au projet du gouvernement, l'institution du Sénat elle même aura de la peine à résister aux revendications perpétuelles dont il sera harcelé.

L'élection de délégués aussi nombreux ne saurait se faire par un scrutin de liste unique dans les communes de 20,000 âmes. Ma proposition est de le décomposer en scrutins de liste de 4 délégués, de qui, en ajoutant 4 encore pour les délégués supplémentaires, porte à 8 le nombre des noms à inscrire sur les bulletins. Un scrutin qui dépasserait ces chiffres serait confus et nécessiterait presque toujours un second tour. Les chiffres de la proportion ont été fixés de manière à faire les circonscriptions électorales répondant aux augmentations de 4 délégués par 20,000 habitants. Je demande que, comme pour l'élection des députés, les circonscriptions soient faites par une loi. Ce ne sera pas un travail difficile.

Je vous serait très reconnaissant, mon cher collègue, de lire ma proposition de loi ; et je serais surtout très heureux si, après une étude, vous consentiez à la signer avec moi et à lui donner, par votre nom, que autorité qu'elle ne saurait trouver par le mien.

Veuillez agréer, mon cher collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Amiens, le 1er octobre 1884.

A. Dauphin.

Les personnes cherchant des placements d'argent sûrs, feront bien de s'adresser à A. Willoz, coin des rues Baronne et Gravier.

*Le Temps*, du 5 octobre :

M. Lustrou, curé de Vogué (Ardèche), qui s'est distingué par son zèle et son dévouement pendant l'épidémie cholérique, a refusé la médaille d'or de deuxième classe qui lui a été décernée. Dans sa lettre au préfet, le curé de Vogué dit que "c'est pas sans quelque surprise et sans une vive contrariété qu'il a vu figurer son nom sur la liste des médaillés du choléra immédiatement après celui de MM. les gardes champêtres."

Quelque flatteuse et bienveillante pour moi, ajoute-t il, que puisse paraître cette distinction qui m'est accordée par le ministre, sans doute sur la initiative, je me vois dans l'obligation de ne pas l'accepter et vous prie, monsieur le préfet, de transmettre à qui de droit, et avec tous les ménagements possibles, mon refus absolu, afin qu'il ne soit pas donné d'autre suite à cette nomination.

Sur toutes les questions ayant trait aux actions, aux billets et aux bons, renseignez-vous auprès de A. Willos, courtier, coin des rues Baronne et Gravier.

Si vous désirez vendre des actions, des billets, des bons, allez à A. Willos, courtier, coin des rues Baronne et Gravier.

*Le Journal des Débats* :

Ce ne sont les articles du *Times* et du *Standard* qui doivent nous détourner d'un accord avec l'Allemagne, cet accord devient nécessaire ; mais, avant de nous y décider, il faut être bien sûr qu'il est, en effet, devenu nécessaire, voire même indispensable. Négocier avec l'Allemagne n'est pas sans danger, soit que nous fassions des propositions d'entente, soit que nous examinions celles qui pourraient nous être faites. Il serait aussi grave de les repousser que de les accepter. Ce qui serait plus grave encore, ce serait de les repousser après les avoir acceptées.

Or, nous ne sommes pas bien sûr que le gouvernement français ait la force et la décision nécessaires pour maintenir une politique d'accord avec l'Allemagne, à travers les attaques violentes qu'elle ne manquera pas de provoquer, qu'elle provoque déjà depuis que la presse en a parlé. Et qu'y aurait-il de plus dangereux que de l'interrompre brusquement sous le coup d'une émotion publique ou d'un mouvement de parti, en laissant croire aux Allemands que la France est incapable de résister aux entraînements d'un patriotisme aveugle !

Lorsqu'un adopte une politique, il ne suffit pas de savoir si elle est bonne en elle-même, si elle peut produire d'heureux fruits ; il faut encore se demander si l'on est capable de la faire triompher en dédaignant tous les inconvéniens qu'elle entraîne à sa suite. La politique d'accord avec l'Allemagne, qui ne serait en rien, nous le répétons, une politique d'alliance, aurait d'incontestables avantages. Mais on voit déjà qu'elle fournirait aux radicaux, et aux monarchistes coalisés l'occasion ou le prétexte des plus injurieuses diatribes.

L'injure ne se produirait seulement pas dans la presse, elle éclaterait peut-être aussi à la tribune. Elle ne s'arrêterait pas au ministère, elle passerait les Vosges, elle irait atteindre l'Allemagne. Le gouvernement se sent-il la force de la braver, de la réduire à néant ? Saura-t-il la repousser de telle manière que, en traversant notre nouvelle frontière, elle n'arrive plus qu'étouffée ? Voilà ce que nous nous demandons en toute sincérité, et nous le disons avec une vive contrariété qu'il a vu figurer son nom sur la liste des médaillés du choléra immédiatement après celui de MM. les gardes champêtres."

Quelque flatteuse et bienveillante pour moi, ajoute-t il, que puisse paraître cette distinction qui m'est accordée par le ministre, sans doute sur la initiative, je me vois dans l'obligation de ne pas l'accepter et vous prie, monsieur le préfet, de transmettre à qui de droit, et avec tous les ménagements possibles, mon refus absolu, afin qu'il ne soit pas donné d'autre suite à cette nomination.

Sur toutes les questions ayant trait aux actions, aux billets et aux bons, renseignez-vous auprès de A. Willos, courtier, coin des rues Baronne et Gravier.

Un ivrogne prend tout à coup la résolution de quitter le foyer conjugal et d'aller chercher fortune ailleurs. Il prend place sur un navire en partance et écrit ces mots d'adieu à sa femme :

—Ma chère Babette, je m'embarque sur un vaisseau de 200 tonneaux pour aller chercher fortune en Amérique. Si je suis heureux, je t'enverrai ri-che !

Un vaisseau de 200 tonneaux ! s'écrie la femme après avoir lu, mais si le trajet dure un peu longtemps, il n'en aura jamais assez !

Un affreux drôle a arraché et jeté dans le bassin du Luxembourg la perruque d'un vieux sénateur qui regardait paisiblement barboter les canards.

Le président :

—Qui a été le mobile de cet acte de violence ?

—J'avais lu dans un journal que le commerce des cheveux était alimenté par la Chine.... Un accès de patriotisme, quoi !

Décédé jeudi le 16 octobre 1884, sur l'habitation Zacharie, paroisse d'Iberville, à l'âge de 47 ans, JOSEPH EMILE RIVARD.

Décédée hier, à 5 heures du matin, à l'âge de 82 ans, Dame Veuve LOUIS HENRI FERAUD, née Arthémise Sarpy. Ses amis et connaissances ainsi que ceux des familles Sarpy, Féraud, Pollock, Dolhonde, Labarre et Lanause, sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu cette après midi, à 4 heures. Le corps est exposé à la résidence de son gendre, M. John Dolhonde, coin St Claude et rue Philippe.

Les journaux de Paris, France et de St Louis, Mo., sont priés de reproduire cet avis.

MESSE FUNÈBRE.

Une messe funèbre sera dite JEUDI, 23 octobre, à 7 heures du matin, à l'église Ste Marie (Archevêché), pour le repos de l'âme de feu ARTHUR CORNIBE. Ses amis et connaissances ainsi que ceux de la famille sont respectueusement priés d'y assister.

De la part de la famille.

19oct—3f

### La crise ouvrière à Lyon.

Les journaux de Paris du 8 octobre annoncent que dans la dernière séance du conseil municipal, M. Gailleton, maire de Lyon, a donné lecture du rapport remis par la délégation lyonnaise à M. le président du conseil et aux ministres compétents, sur les moyens paraissant les plus efficaces pour pallier les effets de la crise ouvrière à Lyon et pour en éviter le retour.

Voici les principaux passages de ce document :

NAISSANCE ET MARCHE DE LA CRISE.

La crise industrielle qui frappe la cité lyonnaise date déjà de quelques mois. Successivement, plusieurs grandes maisons ou Compagnies qui s'occupent de travaux métallurgiques ou similaires ont fermé leurs ateliers ou renvoyé un certain nombre d'ouvriers. Les chantiers de la Buire n'ont plus, à l'heure actuelle, que 500 ouvriers, au lieu de 1,500. A l'arsenal militaire, les ouvriers civils ont été renvoyés. De même, on constate, aux ateliers d'Outins de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, une diminution très sensible dans le nombre des travailleurs. La maison G...., qui est aujourd'hui en pleine liquidation, occupait naguère encore de 500 à 700 ouvriers.

Ce chômage des grandes maisons a, par contre-coup, exercé une influence désastreuse sur toutes les petites industries qui s'y rattachaient. Assez longtemps les ouvriers lyonnais ont supporté la crise sans se plaindre trop vivement ; mais ils ont vu leurs économies et leur crédit s'épuiser ; si, d'autre part, la situation s'aggravait toujours par suite de l'épidémie choléraique qui suspendait les transactions à l'étranger et dans le midi de la France.

C'est alors qu'un chômage presque complet se produisit dans l'industrie de la soie, chômage qui venait apporter à la crise un élément nouveau et bien plus grave.

Les excitations de toute nature, provoquées dans un but politique et fomentées par des adversaires des institutions républicaines, ont contribué encore à aggraver cet état de choses.

Il est assez difficile d'évaluer le nombre d'ouvriers qui, aujourd'hui, se trouvent réellement sans travail ; mais on peut, sans aucune exagération, le fixer à 15,000 au minimum.

MESURES A PRENDRE.

Cette situation a préoccupé vivement la municipalité lyonnaise, qui a fait jusqu'à présent de nombreux efforts pour distribuer des secours aux malheureux. Mais l'aggravation et la prolongation de la crise exigent impérieusement l'adoption d'autres mesures plus efficaces.

Ces mesures sont de deux sortes :

Les unes doivent être immédiates ;

Les autres doivent servir à empêcher le renouvellement des crises ou, tout au moins, à les atténuer.

Parmi les mesures immédiates se trouvent les distributions de secours et la mise à exécution de certains travaux qui permettraient d'occuper des ouvriers spéciaux ou non (travaux de voirie,—remblaiement des fossés des anciennes fortifications).

Dans le second ordre d'idées, il serait nécessaire d'étudier d'urgence l'exécution d'un certain nombre de travaux publics qui offriraient des améliorations indispensables dans certains quartiers (ouvertures de nouvelles rues, — établissement d'un grand jardin public à la Guillotière, — construction de maisons ouvrières, etc.), toutes opérations qui exigent, au préalable, la certitude que la ville de Lyon deviendra seule propriétaire des terrains militaires. Nous n'avons pas à parler des mesures d'ordre politique et économique, qui sont du domaine spécial du gouvernement et des Chambres.

Le nombre des délégués adopté par ma proposition n'est pas assez élevé pour empêcher que le